

Art. 8. L'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade, modifié par les arrêtés ministériels des 8 mars 1983, 8 septembre 1983, 18 janvier 1985 et 11 décembre 1989, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 juillet 1991.

R. LANGENDRIES

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 2178

12 AOÛT 1991. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 18 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985 et 30 décembre 1988;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 99, modifié par la loi du 1er août 1985 et par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986 et les articles 100, 102, 106bis et 107 remplacés par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les écoles et les membres du personnel concernés doivent pouvoir prendre connaissance des nouvelles mesures avant le début de la nouvelle année scolaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1er. — Dispositions préliminaires

Article 1er. Le présent arrêté est d'application aux membres du personnel de l'enseignement, visé par l'article 59bis, § 2, alinéa 1er, 2°, de la Constitution, qui interrompent leur carrière professionnelle sur base des dispositions réglementaires fixées par la Communauté compétente de laquelle ils ressortissent et pour autant que les conditions et modalités fixées par cette Communauté soient remplies.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 18 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal du 20 décembre 1983, *Moniteur belge* du 18 janvier 1984

Art. 8. Het ministerieel besluit van 2 september 1975 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 maart 1983, 8 september 1983, 18 januari 1985 en 11 december 1989, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 31 juli 1991.

R. LANGENDRIES

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 2178

12 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985 en 30 december 1988;

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 99, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 en bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en de artikelen 100, 102, 106bis en 107, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de scholen en de betrokken personeelsleden kennis dienen te kunnen nemen van de nieuwe maatregelen vóór het begin van het nieuw schooljaar;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van het Onderwijs, bedoeld in artikel 59bis, § 2, eerste lid, 2°, van de Grondwet die hun loopbaan onderbreken op grond van de reglementaire bepalingen vastgelegd door de bevoegde Gemeenschap onder dewelke ze ressorteren en in zoverre de voorwaarden en de modaliteiten bepaald door deze Gemeenschap vervuld werden.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit van 20 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1984.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'inspecteur », l'inspecteur régional du chômage du bureau régional de chômage de l'Office national de l'Emploi dans le ressort duquel le membre du personnel visé à l'article 1er réside, ou le fonctionnaire désigné par l'Administrateur général dudit Office.

## CHAPITRE II. — Interruption de la carrière

**Art. 3.** La durée totale des interruptions complètes ou partielles de la carrière professionnelle des membres du personnel visés à l'article 1er ne peut excéder 60 mois au cours de la carrière.

**Art. 4. § 1er.** Une allocation d'interruption est accordée au membre du personnel qui, selon les dispositions du présent arrêté, interrompt sa carrière professionnelle de manière complète ou partielle.

§ 2. Pour les membres du personnel qui interrompent leur carrière de manière complète, le montant de l'allocation visée au § 1er l'élève à 10 504 F par mois, si la fonction qui est interrompue est à prestations complètes. Lorsque cette fonction n'est pas à prestations complètes, ce montant est réduit au prorata des prestations qui sont interrompues.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le montant de l'allocation d'interruption des travailleurs à temps partiel visés à l'article 171octies, § 1er, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, b de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, qui interrompent complètement une fonction à prestations incomplètes, est fixé à 10 504 F par mois. Pour l'application des articles 171ter et 171octies de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité, pendant et après la période d'interruption, les membres du personnel sont assimilés aux travailleurs visés à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Pour les membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle de manière partielle, le montant de l'allocation visée au § 1er s'élève à 5 252 F, lorsque la fonction pour laquelle l'interruption de carrière est demandée, est à prestations complètes. Lorsque cette fonction n'est pas à prestations complètes, ce montant est réduit au prorata des prestations qui sont diminuées.

§ 3. Le montant de l'allocation d'interruption est toutefois, par dérogation au § 2, fixé à 12 504 francs par mois lorsque l'interruption complète commence dans un délai de six ans à partir de toute naissance ou adoption d'un deuxième enfant, pour lequel le membre du personnel ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Le montant de l'allocation d'interruption est toutefois fixé à 14 504 francs par mois lorsque l'interruption du régime de travail à temps plein commence dans un délai de six ans à partir de toute naissance ou adoption postérieure à celle d'un second enfant, pour lequel le membre du personnel ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Lorsque la fonction qui est interrompue complètement n'est pas à prestations complètes, les montants précités sont réduits au prorata des prestations qui sont interrompues.

Les montants prévus aux alinéas précédents restent acquis, aussi en cas de prolongation de la période initiale d'interruption, jusqu'au plus tard le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel l'enfant qui a ouvert le droit atteint l'âge de six ans. En cas de décès de l'enfant qui a ouvert le droit à ce montant, ce dernier reste acquis jusqu'à la fin de la période d'interruption en cours ou jusqu'à ce que l'enfant eût atteint l'âge de six ans.

§ 4. Par dérogation au § 2, le montant de l'allocation d'interruption est, pour les membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle de manière partielle, fixé à 6 252 F ou 7 252 F lorsque l'interruption partielle commence dans un délai de six ans à partir de toute naissance ou adoption d'un second ou troisième enfant selon les règles fixées au § 3.

§ 5. Si un membre du personnel, pendant une interruption en cours, sollicite le bénéfice d'une allocation majorée telle que prévue aux §§ 3 et 4, celle-ci peut être octroyée à partir du premier jour du mois qui suit la demande. Est considérée comme demande, l'introduction des pièces justificatives dont question à l'article 16, § 3.

§ 6. Les dispositions des §§ 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas aux membres du personnel visés au § 2, alinéa 2.

**Art. 5.** Les allocations d'interruption sont payées par l'Office national de l'Emploi.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « de inspecteur » de gewestelijke werkloosheidsinspecteur van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening van het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening in het ambtsgebied waarin het personeelslid bedoeld in artikel 1 verblijft, of de door de Administrateur van deze Rijksdienst aangeduide ambtenaar.

## HOOFDSTUK II. — Onderbreking van de beroepsloopbaan

**Art. 3.** De gezamenlijke durr van de volledige en/of gedeeltelijke onderbrekingen van de beroepsloopbaan van de personeelsleden bedoeld in artikel 1, mag de 60 maanden niet overschrijden tijdens de loopbaan.

**Art. 4. § 1.** Aan het personeelslid dat volgens de bepalingen van dit besluit zijn beroepsloopbaan volledig of gedeeltelijk onderbreekt, wordt een onderbrekingsuitkering toegekend.

§ 2. Voor de personeelsleden die hun loopbaan volledig onderbreken wordt het bedrag van de in § 1 bedoelde uitkering vastgesteld op 10 504 fr. per maand, indien het ambt dat onderbroken wordt een volledige opdracht omvat. Wanneer dit ambt geen volledige opdracht omvat, wordt dit bedrag verminderd naar rato van de prestaties die onderbroken worden.

In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de onderbrekingsuitkering van de deeltijdse werknemers bedoeld in artikel 171octies, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, b van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, die een onvolledige opdracht volledig onderbreken vastgesteld op 10 504 fr. per maand. Voor de toepassing van de artikelen 171ter en 171octies van voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963 gedurende en na de onderbrekingsperiode worden deze personeelsleden gelijkgesteld met de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Voor de personeelsleden die hun beroepsloopbaan gedeeltelijk onderbreken wordt het bedrag van de in § 1 bedoelde uitkering vastgesteld op 5 252 fr., indien het ambt waarvoor de loopbaanonderbreking wordt aangevraagd een volledige opdracht omvat. Wanneer dit ambt geen volledige opdracht omvat, wordt het bedrag verminderd naar rato van de prestaties die verminderd worden.

§ 3. Het bedrag van de onderbrekingsuitkering wordt echter in afwijking aan § 2 vastgesteld op 12 504 frank per maand wanneer de volledige onderbreking een aanvang neemt binnen een termijn van zes jaar na de geboorte of adoptie van een tweede kind, waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dat woont, kinderbijslag ontvangt.

Het bedrag van de onderbrekingsuitkering wordt vastgesteld op 14 504 frank per maand wanneer de onderbreking van de voltijdse arbeidsregeling een aanvang neemt binnen een termijn van zes jaar na de geboorte of adoptie van een derde of daaropvolgend kind, waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dat woont, kinderbijslag ontvangt.

Wanneer het ambt waarin een volledige onderbreking genomen wordt geen volledige opdracht omvat, worden de voormelde bedragen verminderd naar rato van de prestaties die onderbroken worden.

De bedragen voorzien in de vorige leden blijven behouden, ook in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop het rechtgevend kind de leeftijd van zes jaar heeft bereikt. In geval van overlijden van het kind dat het recht heeft geopend op dit bedrag blijft dit bedrag behouden voor de duur van de lopende onderbrekingsperiode of totdat het kind de leeftijd van zes jaar zou hebben bereikt.

§ 4. In afwijking van § 2 wordt het bedrag van de onderbrekingsuitkering voor de personeelsleden die hun beroepsloopbaan gedeeltelijk onderbreken vastgesteld op 6 252 frank of 7 252 frank wanneer de gedeeltelijke onderbreking begint binnen de zes jaar na de geboorte of adoptie van een tweede of van een derde kind volgens de regels bepaald in § 3.

§ 5. Indien een personeelslid tijdens een lopende loopbaanonderbreking een aanvraag doet tot het bekomen van een verhoogde onderbrekingsuitkering, zoals voorzien in § 3 of 4, kan deze verhoogde uitkering toegekend worden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de aanvraag. Als aanvraag geldt hier het indienen van de bewijsstukken waarvan sprake is in het artikel 16, § 3.

§ 6. De bepalingen van de §§ 3, 4 en 5 zijn niet van toepassing op de personeelsleden bedoeld in § 2, tweede lid.

**Art. 5.** De onderbrekingsuitkeringen worden uitbetaald door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Lorsque le membre du personnel qui interrompt sa carrière complète ou partielle, est remplacé par une ou plusieurs personnes visées à l'article 13, 1<sup>o</sup>, l'allocation payée est facturée par l'Office précité auprès des ministères d'éducation communautaires à la fin de l'année scolaire.

Lorsque le membre du personnel qui interrompt sa carrière complète ou partielle, est remplacé par une ou plusieurs personnes visées à l'article 13, 1<sup>o</sup>, et par une ou plusieurs personnes visées aux articles 12 et 13, 2<sup>o</sup> jusqu'au 5<sup>o</sup>, l'allocation payée est facturée au prorata.

Les modalités de la facturation visées aux alinéas précédents sont fixées par un accord de coopération comme visé à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, conclu entre le Ministre de l'Emploi et du Travail et les Ministres communautaires compétents pour l'enseignement.

**Art. 6. § 1er.** Sans préjudice des incompatibilités découlant du statut applicable au membre du personnel, les allocations d'interruption peuvent être cumulées avec les revenus provenant soit de l'exercice d'un mandat politique, soit d'une activité accessoire en tant que travailleur salarié déjà exercée avant l'interruption de la carrière.

Dans le cas d'une interruption complète, des allocations d'interruption peuvent également être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante pendant une période maximale de deux ans.

Les allocations d'interruption ne sont pas cumulables avec l'octroi d'une pension à charge de l'Etat belge. L'interruption de carrière sans le paiement d'allocations peut être accordé aux bénéficiaires d'une pension de survie.

**Art. 7.** Le droit aux allocations d'interruption se perd à partir du jour où le membre du personnel qui bénéficie d'une allocation d'interruption entame une activité rémunérée quelconque, élargit une activité accessoire existante ou encore, compte plus de deux ans d'activité indépendante.

Le travailleur qui exerce néanmoins une activité visée à l'alinéa 1er, doit en avertir au préalable l'inspecteur, faute de quoi les allocations d'interruption déjà payées sont récupérées.

**Art. 8.** Le membre du personnel est, pour les litiges qui découlent de l'exercice des activités visées aux articles 6 et 7 et pour le contrôle de ces activités, assimilé au travailleur visé à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Si le membre du personnel n'a pas droit aux allocations d'interruption suite à une décision de l'inspecteur ou y renonce lui-même, il n'est pas réputé en interruption de carrière.

**Art. 9.** La Communauté compétente fixe les règles applicables dans le cas où le membre du personnel en interruption de carrière veut reprendre ses fonctions ou les exercer à nouveau entièrement avant l'expiration de la période d'interruption de la carrière.

En cas d'application de l'alinéa précédent, l'inspecteur doit être averti dans les quinze jours de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions ou les exerce à nouveau complètement.

**Art. 10.** Les membres du personnel bénéficiant d'allocations d'interruption peuvent se rendre à l'étranger à condition de conserver un domicile en Belgique.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique.

**Art. 11.** Les maladies ou infirmités encourues au cours de la période d'interruption de la carrière, ou le fait que le membre du personnel tombe sous l'application de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, ne mettent pas fin à la période d'interruption en cours.

#### CHAPITRE II. — Le remplacement

**Art. 12.** Pendant l'interruption de la carrière, le membre du personnel doit être remplacé par un chômeur complet indemnisé qui bénéficie d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine. Le pouvoir organisateur dispose à cet effet d'un délai d'un mois à calculer de date à date, prenant cours dès le début de l'interruption complète ou partielle.

**Art. 13.** En exécution des articles 100, alinéa 4 et 102, § 1er, alinéa 3, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, sont assimilés pour l'application du présent arrêté à des chômeurs complets indemnisés qui bénéficient d'allocations pour tous les jours de la semaine :

1<sup>o</sup> les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;

Wanneer het personeelslid dat zijn loopbaan volledig of gedeeltelijk onderbreekt, vervangen werd door een of meerdere personen bedoeld in artikel 13, 1<sup>o</sup>, worden de onderbrekingsuitkeringen op het einde van het schooljaar door de voornoemde Rijksdienst teruggevorderd bij het desbetreffend Gemeenschapsministerie van Onderwijs.

Wanneer het personeelslid dat zijn loopbaan geheel of gedeeltelijk onderbreekt, vervangen wordt door één of meerdere personen bedoeld in artikel 13, 1<sup>o</sup>, en door één of meerdere personen bedoeld in artikel 12 of 13, 2<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, wordt de onderbreking naar rato teruggevorderd.

De modaliteiten van de in de voorgaande leden bedoelde terugvorderingen worden vastgesteld bij middel van een samenwerkingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, afgesloten tussen de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Gemeenschapsministers bevoegd voor onderwijs.

**Art. 6. § 1.** Onverminderd de onverenigbaarheden die voortvloeien uit het statuut dat op het personeelslid toepasselijk is, kunnen de onderbrekingsuitkeringen gecumuleerd worden met de inkomsten die voortvloeien ofwel uit het uitoefenen van een politiek mandaat, ofwel uit een bijkomende activiteit als loontrekkende, die reeds werd uitgeoefend vóór de onderbreking van de loopbaan.

In geval van volledige onderbreking kunnen de onderbrekingsuitkeringen eveneens gecumuleerd worden met de uitoefening van een zelfstandige activiteit, gedurende een periode van maximum 2 jaar.

De onderbrekingsuitkeringen kunnen niet gecumuleerd worden met een pensioen ten laste van de Belgische Staat. De loopbaanonderbreking zonder uitkeringen kan wel worden toegekend aan rechthebbers op een overlevingspensioen.

**Art. 7.** Het recht op onderbrekingsuitkeringen gaat verloren vanaf de dag dat het personeelslid dat een onderbrekingsuitkering geniet om het even welke bezoldigde activiteit aanvangt, een bestaande bijkomende activiteit uitbreidt of meer dan 2 jaar zelfstandige activiteit telt.

De werknemer die toch een in het eerste lid bedoelde activiteit uitoefent, dient vooraf de inspecteur hiervan op de hoogte te stellen, bij gebreke waarvan de reeds uitbetaalde onderbrekingsuitkeringen teruggevorderd worden.

**Art. 8.** Het personeelslid wordt, voor de betwistingen die voortvloeien uit de uitoefening van de in artikelen 6 en 7 bedoelde activiteiten en voor de controle op deze activiteiten, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Indien het personeelslid geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de inspecteur of uit eigen wil afziet van deze uitkeringen, wordt hij niet beschouwd als zijnde in loopbaanonderbreking.

**Art. 9.** De bevoegde Gemeenschap stelt de regels vast die van toepassing zijn voor het geval het personeelslid in loopbaanonderbreking zijn ambt opnieuw wenst op te nemen of opnieuw volledig uit te oefenen vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verlopen is.

Bij toepassing van de bepalingen van het vorig lid dient de inspecteur binnen de vijftien dagen verwittigd van de datum waarop het ambt terug wordt opgenomen of terug volledig uitgeoefend.

**Art. 10.** De personeelsleden gerechtigd op onderbrekingsuitkeringen mogen zich naar het buitenland begeven op voorwaarde dat zij hun woonplaats in België behouden.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald.

**Art. 11.** De ziekten of gebrekkigheden opgelopen tijdens de periode van loopbaanonderbreking, of het feit dat het personeelslid valt onder de toepassing van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 stellen geen einde aan de lopende onderbrekingsperiode.

#### HOOFDSTUK II. — Vervanging

**Art. 12.** Gedurende de loopbaanonderbreking dient ter vervanging van het personeelslid een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week aangeworven te worden. De inrichtende macht beschikt daartoe over een termijn van één maand, te rekenen van datum tot datum, vanaf het begin van de periode van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking.

**Art. 13.** In uitvoering van de artikelen 100, vierde lid en 102, § 1, derde lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden voor de toepassing van onderhavig besluit met een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week gelijkgesteld :

1<sup>o</sup> de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden;

2° en cas d'interruption de la carrière professionnelle qui prend cours le premier jour de l'année scolaire, les membres du personnel ayant fonctionné jusqu'à la fin de l'année scolaire précédente qui, le premier jour de l'interruption, seraient devenus des chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations pour tous les jours de la semaine;

3° les travailleurs qui ont accepté un régime de travail à temps partiel pour échapper au chômage et qui obtiennent des allocations de chômage en application de l'article 171octies, § 1er, alinéa 1er, 1, b de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

4° les membres du personnel ayant remplacé un membre du personnel durant son congé de maternité et qui, au début de ce remplacement, étaient chômeurs complets indemnisés pour tous les jours de la semaine, ou appartenaient à une des catégories du personnel visées au 1° et au 3°;

5° les chômeurs indemnisés qui sont en chômage complet dans un régime de travail à temps partiel volontaire, si ce régime de travail comprenait en moyenne par semaine au moins la moitié du nombre d'heures de travail hebdomadaire prestées en moyenne par un travailleur occupé à temps plein dans une fonction analogue dans la même entreprise ou, à défaut, dans la même branche d'activité.

6° les personnes désirant s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail, selon les conditions déterminées par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

**Art. 14.** Le membre du personnel en interruption de carrière continue à être valablement remplacé aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à l'engagement du remplaçant. Toutefois, il est obligatoire d'engager un nouveau remplaçant dans le cas où un remplaçant telle que visé à l'article 13, 1°, prendrait lui-même une interruption de sa carrière.

**Art. 15.** Dans le cas où il est mis fin à l'occupation du remplaçant, le pouvoir organisateur dispose d'un délai d'un mois à partir de la fin de cette occupation, pour mettre au travail un autre remplaçant.

Ce délai est calculé de date à date.

La Communauté compétente peut déterminer quelles sont les conséquences relatives à la situation statutaire du membre du personnel lorsqu'il ne peut plus être remplacé selon les règles du présent arrêté, au cours d'une période d'interruption complète ou partielle de la carrière. Si la Communauté compétente détermine que le membre du personnel concerné peut rester en interruption de carrière, bien qu'il ne soit pas remplacé, l'inspecteur peut récupérer les allocations d'interruption payées pendant la période de non-remplacement.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine les conditions et modalités relatives à la récupération des allocations payées.

### CHAPITRE III

#### *Demande d'allocations d'interruption et procédure*

**Art. 16. § 1er.** Les agents qui interrompent de manière complète ou partielle leur carrière professionnelle doivent pour obtenir des allocations d'interruption introduire à cette fin une demande auprès du bureau régional du chômage de l'Office national de l'Emploi dans le ressort duquel ils résident.

Cette demande doit être envoyée par lettre recommandée à la poste et est censée être reçue par le bureau régional le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste.

§ 2. La demande doit être faite au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, moyennant l'approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail.

La demande comporte notamment le formulaire de demande ainsi qu'une attestation délivrée par l'inspecteur régional du chômage du ressort de la résidence du remplaçant, dont il apparaît que le remplaçant remplit les conditions prévues à l'article 12 ou à l'article 13, 2° à 6°.

Une copie de la lettre de désignation doit être jointe à la demande si le remplaçant remplit les conditions de l'article 13, 1°.

Les formulaires de demande peuvent être obtenus auprès du bureau régional du chômage.

§ 3. Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine les preuves que le travailleur doit joindre à sa demande lorsqu'il prétend à l'allocation majorée prévue à l'article 4, §§ 3 et 4.

**Art. 17.** La direction de l'école ou le pouvoir organisateur est tenu de communiquer à l'inspecteur chaque changement dans le remplacement. Les attestations prévues à l'article 16, § 2, alinéas 2 et 3, doivent être ajoutées à cette communication.

2° bij een loopbaanonderbreking die ingaat op de eerste dag van het schooljaar, de personeelsleden tewerkgesteld tot het einde van het vorig schooljaar die, op de eerste dag van de onderbreking, volledig vergoede werklozen zouden geworden zijn die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week;

3° de werknemers die een deeltijdse arbeidsregeling aanvaard hebben om aan de werkloosheid te ontsnappen, en werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van artikel 171octies, § 1, eerste lid, 1°, b van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

4° de personeelsleden die een personeelslid gedurende haar bevalingsverlof hebben vervangen en die bij de aanvang van deze vervanging volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week waren, ofwel behoorden tot één van de categorieën van personeel bedoeld in 1° en 3°;

5° de vergoede werklozen die volledig werkloos zijn in een vrijwillige deeltijdse arbeidsregeling, op voorwaarde dat die arbeidsregeling gemiddeld per week ten minste de helft omvatte van het gemiddeld wekelijks aantal arbeidsuren van een werknemer die voltijds tewerkgesteld was in een gelijkwaardige functie in dezelfde onderneming of bij ontstentenis, in dezelfde bedrijfstak.

6° de personen die zich wensen in te schakelen of terug in te schakelen op de arbeidsmarkt, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

**Art. 14.** Het personeelslid in loopbaanonderbreking blijft geldig vervangen zolang er geen einde gesteld wordt aan de tewerkstelling van de vervanger; zoals bedoeld in artikel 13, 1°, op zijn beurt in loopbaanonderbreking zou gaan dient een nieuwe vervanger aangevraagd te worden.

**Art. 15.** In geval er een einde gesteld wordt aan de tewerkstelling van een vervanger, beschikt de inrichtende macht over een termijn van een maand, te rekenen vanaf het einde van deze tewerkstelling om een nieuwe vervanger tewerk te stellen.

Deze termijn wordt berekend van datum tot datum.

De bevoegde Gemeenschap kan bepalen wat de gevolgen zijn inzake de statutaire toestand van het personeelslid indien het, gedurende een periode van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking niet meer vervangen wordt volgens de regels van dit besluit. Indien de bevoegde Gemeenschap bepaalt dat het betrokken personeelslid ondanks de niet-vervangende verder in loopbaanonderbreking kan blijven, kan de inspecteur de terugbetaling eisen van de uitbetaalde onderbrekingsuitkeringen gedurende de periode van niet-vervangende.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten betreffende de terugvordering van de uitbetaalde uitkeringen.

### HOOFDSTUK III

#### *Aanvraag van de onderbrekingsuitkering en procedure*

**Art. 16. § 1.** De personeelsleden die hun loopbaan geheel of gedeeltelijk onderbreken dienen bij het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening bevoegd voor het ambtsgebied waarin zij verblijven, een aanvraag in voor het bekomen van de onderbrekingsuitkeringen.

De aanvraag dient bij een ter post aangetekende brief verzonden te worden en wordt geacht ontvangen te zijn op het gewestelijk werkloosheidsbureau de derde dag na afgifte ervan ter post.

§ 2. De aanvraag dient te gebeuren door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud vastgesteld wordt door het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, na goedkeuring door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

De aanvraag omvat inzonderheid het eigenlijk aanvraagformulier, alsmede een attest afgeleverd door de gewestelijke werkloosheidsinspecteur in wiens ambtsgebied de vervanger woont, waaruit blijkt dat de vervanger voldoet aan de voorwaarden vervat in artikel 12 of artikel 13, 2° tot 6°.

Ingeval de vervanger voldoet aan de voorwaarden vervat in artikel 13, 1°, dient een afschrift bijgevoegd van het aanstellingsbericht.

De aanvraagformulieren kunnen worden bekomen op het gewestelijk werkloosheidsbureau.

§ 3. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt welke bewijsstukken de werknemer bij zijn aanvraag dient te voegen indien hij aanspraak maakt op de verhoogde uitkering voorzien in artikel 4, §§ 3 en 4.

**Art. 17.** De schooloverheid of de inrichtende macht is ertoe gehouden elke wijziging inzake de vervanging mede te delen aan de inspecteur. Bij deze mededeling dienen de bewijsstukken gevoegd waarvan sprake in artikel 16, § 2, 2de en 3de lid.

**Art. 18.** L'inspecteur compétent prend toutes décisions en matière d'octroi ou d'exclusion du droit aux allocations d'interruption, après avoir procédé ou fait procéder aux enquêtes et investigations nécessaires. Il inscrit sa décision sur une carte d'allocations d'interruption dont le modèle et le contenu sont fixés par l'Office national de l'Emploi. L'inspecteur envoie un exemplaire de cette carte d'allocations d'interruption au travailleur par lettre recommandée à la poste. Cette lettre est censée être reçue le troisième jour ouvrable qui suit son dépôt à la poste.

**Art. 19. § 1er.** Préalablement à toute décision d'exclusion des allocations, l'inspecteur convoque l'agent aux fins d'être entendu.

Si le membre du personnel est empêché le jour de la convocation, il peut demander la remise de l'audition à une date ultérieure, laquelle ne peut être postérieure de plus de 15 jours à celle qui a été fixée pour la première audition. La remise n'est accordée qu'une seule fois, sauf cas de force majeure.

Le membre du personnel peut se faire représenter ou se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation représentative des travailleurs au sens de l'article 24, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

§ 2. Si l'inspecteur prend une décision d'exclusion du droit aux allocations, il doit faire parvenir sa décision par recommandé à la poste au membre du personnel. Cette lettre est censée être reçue le troisième jour ouvrable qui suit son dépôt à la poste.

L'inspecteur envoie une copie de cette décision à l'autorité dont le membre du personnel relève.

#### CHAPITRE IV. — Contrôle

**Art. 20.** Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, les membres du personnel de l'Office national de l'Emploi désignés conformément à l'article 22 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, sont chargés du contrôle des dispositions de cet arrêté.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 21.** Les allocations d'interruption sont indexées et liées à l'indice-pivot 143,59. L'indexation est applicable à partir du deuxième mois qui suit la fin de la période de deux mois pendant laquelle l'indice moyen atteint le chiffre qui justifie une modification.

Pour l'application de cette indexation, l'indice des prix à la consommation de chaque mois est remplacé par la moyenne arithmétique de l'indice des prix du mois concerné et des indices des prix des trois mois précédents.

Chaque fois que la moyenne des indices des prix, remplacés selon l'alinéa 2 de deux mois consécutifs, atteint l'un des indices-pivot ou est ramené à l'un d'eux, les allocations d'interruption rattachées à l'indice-pivot 143,59 sont calculées à nouveau en les affectant du coefficient  $1,02n$ ,  $n$  représentant le rang de l'indice-pivot atteint.

A cet effet, chacun des indices-pivot est désigné par un numéro de suite indiquant son rang, le n° 1 désignant l'indice-pivot qui suit l'indice 143,59.

Pour le calcul du coefficient  $1,02n$ , les fractions de dix millièmes d'unités sont arrondies au dix millième supérieur ou négligées, selon qu'elles atteignent ou non 50 p.c. d'un dix millième.

Quand le montant de l'allocation d'interruption calculé conformément aux dispositions qui précèdent, comporte une fraction de franc, il est arrondi au franc supérieur selon que la fraction de franc atteint ou n'atteint pas 50 centimes.

**Art. 22.** L'arrêté royal du 29 août 1984 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psychomédico-sociaux est abrogé.

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1991.

**Art. 24.** Note Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

**Art. 18.** De inspecteur neemt alle beslissingen inzake toekenning of ontzegging van het recht op onderbrekingsuitkeringen na de nodige onderzoeken en navorsingen te hebben verricht of laten verrichten. Hij noteert zijn beslissing op een onderbrekingsuitkeringskaart waarvan het model en de inhoud worden vastgesteld door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. De inspecteur stuurt een exemplaar van deze onderbrekingsuitkeringskaart aan het personeelslid. Deze kaart wordt geacht toegekomen te zijn op de derde dag na de afgifte ervan ter post.

**Art. 19. § 1.** Alvorens een beslissing te nemen waarbij het recht op uitkeringen wordt ontzegd, roept de inspecteur het personeelslid op om hem te horen.

Indien het personeelslid de dag van de oproeping belet is, mag hij vragen het verhoor te verdagen tot een latere datum die niet later mag vallen dan vijftien dagen na die welke voor het eerste verhoor was vastgesteld. Behoudens gevallen van overmacht wordt het uitstel maar éénmaal verleend.

Het personeelslid kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een vertegenwoordiger van een representatieve werknemersorganisatie in de zin van artikel 24, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

§ 2. Indien de inspecteur een beslissing neemt tot ontzegging van het recht op uitkeringen, dient hij deze beslissing bij een ter post aangetekende brief aan het personeelslid mede te delen. Deze brief wordt geacht toegekomen te zijn op de derde werkdag na de afgifte ervan ter post.

De inspecteur zendt een afschrift van deze beslissing aan de schooloverheid onder dewelke het personeelslid ressorteert.

#### HOOFDSTUK IV. — Toezicht

**Art. 20.** Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, worden de personeelsleden van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening aangewezen overeenkomstig artikel 22 van de wet van 14 februari 1961, van economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, belast met het toezicht op de bepalingen van dit besluit.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

**Art. 21.** De onderbrekingsuitkeringen worden geïndexeerd en zijn gekoppeld aan de spilindex 143,59. De indexering geschiedt vanaf de tweede maand die volgt op het einde van de periode van twee maanden tijdens dewelke het gemiddeld indexcijfer het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt.

Voor de toepassing van deze indexering wordt het indexcijfer der consumptieprijzen van elke maand vervangen door het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de betrokken maand en de indexcijfers der drie voorgaande maanden.

Iedere maal dat het gemiddelde van het volgens het tweede lid vervangen indexcijfer van twee opeenvolgende maanden eeh der spilindexen bereikt of er op teruggebracht wordt, worden de onderbrekingsuitkeringen gekoppeld aan de spilindex 143,59 opnieuw berekend door de coëfficiënt  $1,02n$  er op toe te passen waarin  $n$  de rang van de bereikte spilindex vertegenwoordigt.

Te dien einde, wordt iedere spilindex aangeduid met een volgnummer die zijn rang opgeeft, het nr. 1 duidt de spilindex aan die volgt op de spilindex 143,59.

Voor het berekenen van de coëfficiënt  $1,02n$ , worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten naargelang zij al dan niet 50 pct. van een tienduizendste bereiken.

Wanneer het overeenkomstig de voorgaande bepalingen berekend bedrag der onderbrekingsuitkering een frankgedeelte bevat, wordt het tot de hogere of lagere frank afgerond naargelang het al dan niet 50 centiemes bereikt.

**Art. 22.** Het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch sociale centra, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1991.

**Art. 24.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE